

VEILLE STRATÉGIQUE INTERNATIONALE

L'actualité mondiale en quelques points

DÉFINSEEC



NUMÉRO 48 - FIN-MAI 2024



SOMMAIRE

3

EUROPE

par Kevin BREGENT, Bastien POULIQUEN, Pierre BONNEMAISON
- correction par Bastien POULIQUEN

6

MOYEN ORIENT

par Alexis TOESCA, Amandine PRINTZ, Louis PICOULEAU
- correction par Louis PICOULEAU

9

AFRIQUE

par Lisa BOS
- correction par Neary VONG

12

ASIE

par Baptiste POULARD, Charly HURIER
- correction par Charly HURIER

15

AMÉRIQUES

par Clément LE LANDAIS ; Blanche ARMINJON ; Victoire LE GALL
- correction par Clément LE LANDAIS

18

AEROSPACE & CYBERSECURITY

par Kerian HUERTAS
- correction par Jade DELHAYE

20

ARMEMENT

par Kerian HUERTAS
- correction par Neary VONG

RÉDACTRICE EN CHEF ET CORRECTION

Neary VONG

MISE EN PAGE

Emma ROLLAND DE RENGÉRVÉ

LES AXES DE DÉVELOPPEMENT EN MATIÈRE DE DÉFENSE EN EUROPE

"La géographie, nous ne la changerons pas avec la Russie qui aujourd'hui menace notre sécurité et a agressé l'Ukraine" C'est en Allemagne que le président E. Macron exhorte l'Europe à se prendre en main en matière de défense. Ce discours du président Macron s'est tenu le 27 mai 2024 à Dresde, ville historique pour les bombardements qui y ont été lancés pendant la Seconde Guerre mondiale, détruite à 60% par l'aviation alliée. Qu'en est-il des événements récents en Europe en matière de défense ?



Premièrement, l'Espagne annonce la fourniture d'armes à l'Ukraine tout en augmentant son aide militaire, désormais d'une valeur d'un milliard d'euros. C'est ce à quoi s'est engagé le gouvernement espagnol le lundi 27 mai, à l'occasion d'une tournée du président ukrainien Volodymyr Zelensky, en quête d'appui pour le financement de sa défense face à l'invasion russe. Cet accord bilatéral est donc un investissement conséquent au vu des 330 millions d'euros engagés par le gouvernement de Pedro Sanchez depuis le début de la guerre en Ukraine. Pour rappel, l'Espagne est l'un des plus petits contributeurs à l'effort de guerre ukrainien, devancée de loin par l'Allemagne (18,6 milliards), la France (5,7 milliards) et l'Italie (1 milliard). La France, elle, poursuit sa quête de l'« économie de guerre » (terme utilisé par Emmanuel Macron), en mettant la pression sur les banques. Le Ministre de la Défense, Sébastien Lecornu, a émis un avertissement solennel à l'encontre des établissements bancaires, les accusant de faire obstruction aux financements destinés aux PME œuvrant dans le domaine de la défense, en particulier celles impliquées dans la dissuasion nucléaire. Il a déclaré à l'Assemblée Nationale mardi 21 mai : « *Je ne donnerai pas le nom de la banque, nous sommes en train de lui laisser sa chance ... Mais je n'exclus pas le moment venu de faire du « name and shame ».* Du côté Est de l'Europe, la Pologne et la Grèce ont fait part de leur volonté d'un « bouclier » antiaérien en Europe le 23 mai.

Dans une lettre commune, les premiers ministres des deux pays, respectivement Donald Tusk et Kyriakos Mitsotakis, ont fait savoir que « *L'Europe sera sûre aussi longtemps que le ciel au-dessus de sa tête sera sûr* ». Cela résulte d'un sentiment d'insécurité vis-à-vis de la guerre en Ukraine aux portes de l'Europe, la traversant même parfois. À cet effet, l'espace aérien polonais et roumain a été traversé plusieurs fois par des missiles et drones russes. Cette lettre intervient 5 jours avant la déclaration du Premier ministre polonais d'investir plus de 2 milliards d'euros dans la fortification de sa frontière. Le projet de renforcement des fortifications le long des 400 kilomètres de frontière avec la Russie et le Bélarus a été présenté comme un élément clé de la stratégie de dissuasion de la Pologne. Selon les autorités polonaises, ce système de défense vise à repousser les menaces potentielles aux frontières du pays, compte tenu de sa situation géographique délicate : la Pologne partage en effet des frontières avec l'enclave russe de Kaliningrad, le Bélarus et l'Ukraine. Enfin, d'un point de vue plus global, les pays membres de l'Union Européenne ont réaffirmé, mardi 21 mai, leur intention de saisir les bénéfices générés par les avoirs russes gelés sur leur territoire, afin de financer l'effort de guerre de l'Ukraine. Cette décision a été prise lors d'une réunion des ministres des Affaires européennes à Bruxelles, au cours de laquelle un accord de principe, trouvé le 8 mai, a été validé. Selon les estimations, cette mesure pourrait permettre de dégager entre 2,5 et 3 milliards d'euros par an pour soutenir Kiev dans sa lutte contre l'agression russe.

Tous ces investissements montrent un réel engouement de part et d'autres des pays de l'Europe quant à une augmentation des investissements en soutien à l'Ukraine ou pour leur propre défense. Cependant, après 2 ans de guerre sur son territoire et des milliards d'aides, l'Ukraine montre de sérieux signes de faiblesses dans sa défense. Dès lors, ces efforts sont-ils suffisants pour permettre une Europe unie et en sécurité à l'égard d'une « *Russie qui aujourd'hui menace notre sécurité* » ?

Kevin BREAGENT

ELECTIONS EUROPÉENNES

Le 30 mai 2024 est publiée dans Le Figaro une tribune de l'ancien Ministre des Armées, Jean-Yves Le Drian, et du chef du cabinet du président de l'Ukraine, Andryi Yermak. Intitulée *"le visage de l'Europe se décide dans les urnes, son existence se joue en Ukraine"*, celle-ci vise à affirmer la nécessité de coordonner un soutien politique et militaire continu à l'Ukraine. De fait, si la menace russe est globalement reconnue au niveau européen, certaines dissemblances persistent. A la question de l'inquiétude vis-à-vis de ce dernier, 77% des européens affirment l'être, mais seulement 44% en Bulgarie, 59% en Grèce ou encore 60% en Slovaquie. La tentative d'assassinat du Premier Ministre slovaque Robert Fico, caractérisé par l'opposition parlementaire de "populiste" et "pro-Russie", a démontré l'étendue des tensions induites par le sujet ukrainien sur les politiques nationales européennes. On peut tout de même noter une disparition progressive, au sein des programmes d'une majorité des partis politiques européens jugés "populistes", de l'euro-scepticisme comme moteur de campagne. Selon Dominique Reynié, directeur général de Fondapol, nous pouvons aujourd'hui parler de "stato-scepticisme", notamment illustré par une plus grande confiance vis-à-vis du Parlement européen que des Parlements nationaux (sauf en France et au Luxembourg). Il est plus que probable que le conflit ukrainien ait joué un rôle notable dans le revirement des opinions publiques, l'échelon national semblant de manière croissante indissociable de l'échelon européen.

De plus, si l'idée européenne se développe, c'est bien la droite qui semble en passe de sortir vainqueur de ces élections. Selon un sondage d'Euronews, la gauche risquerait en effet de se retrouver en minorité dans une majorité des Etats membres. Ainsi, si le groupe PPE (centre / droite) devrait confirmer sa majorité relative au Parlement, l'extrême droite pourrait sortir gagnante en France, en Italie, aux Pays-Bas et en Roumanie. Néanmoins, la condamnation par le Rassemblement National (France) et Fratelli d'Italia (Italie) du parti FDP (Allemagne) après les propos révisionnistes de son chef de file (avant sa démission) Maximilian Krah, démontre l'hétérogénéité de la droite nationaliste européenne.



Bastien POULIQUEN

MISSILES OCCIDENTAUX EN UKRAINE : DÉSACCORDS SUR LEUR USAGE

Alors que le conflit Ukrainien achève son 826e jour, le débat sur l'utilisation des missiles occidentaux par l'Ukraine afin de frapper des cibles en Russie continue de diviser les alliés de Kiev. Le président français Emmanuel Macron a récemment relancé cette controverse en affirmant que Kiev devrait être autorisée à "neutraliser" les bases militaires d'où la Russie tire ses missiles. Emmanuel Macron, lors d'une conférence de presse près de Berlin aux côtés du chancelier allemand Olaf Scholz, a déclaré : *"On doit leur permettre de neutraliser les sites militaires d'où sont tirés les missiles (...) les sites militaires depuis lesquels l'Ukraine est agressée."* Pour Macron, ne pas permettre à l'Ukraine de riposter équivaldrait à lui livrer des armes sans lui donner la possibilité de se défendre pleinement. *"Si on leur dit 'vous n'avez pas le droit d'atteindre le point d'où sont tirés les missiles', en fait on leur dit, 'on vous livre des armes mais vous ne pouvez pas vous défendre'",* a-t-il ajouté. Le vice-ministre polonais de la Défense, Cezary Tomczyk, a également déclaré que l'Ukraine était libre d'utiliser des armes fournies par la Pologne comme bon lui semblait, et a exhorté les autres pays occidentaux à lever leurs restrictions. *"L'Ukraine a le droit de se défendre, et de se défendre comme elle le juge nécessaire. Et je pense que les pays occidentaux devraient également lever leurs restrictions"*, a-t-il affirmé.

De même, David Cameron, ex-premier ministre britannique et actuel ministre des Affaires étrangères, a déclaré que l'Ukraine avait le droit de frapper le territoire russe avec des armes britanniques. *"La Russie cible le territoire ukrainien et il est compréhensible que l'Ukraine ressente le besoin de se protéger"*, a-t-il déclaré. Le Royaume-Uni avait été le premier à fournir des armes de longue portée à l'Ukraine, notamment les missiles Storm Shadow. Néanmoins, certains alliés émettent des réserves et des inquiétudes sur le sujet, c'est le cas des États-Unis, premier soutien militaire de Kiev, qui restent opposés à l'utilisation d'armes américaines dans ce cadre. *"Nous n'encourageons ni ne permettons l'utilisation d'armes fournies par les États-Unis pour frapper le sol russe"*, a déclaré John Kirby, porte-parole du Conseil de sécurité nationale.

Le chancelier allemand Olaf Scholz s'est montré plus ouvert en ce qui concerne l'aide militaire à l'Ukraine, déclarant que Kyiv devrait être autorisée à frapper des sites militaires à l'intérieur de la Russie, mais pas d'autres cibles. *"L'Ukraine a toutes les possibilités de le faire, en vertu du droit international. Il faut le dire clairement : si l'Ukraine est attaquée, elle peut se défendre"*, a-t-il déclaré.



Cependant, l'Allemagne continue de refuser de livrer à Kiev des missiles de longue portée (plus de 500 km), contrairement à Paris, Londres et Washington. Scholz a exprimé des préoccupations concernant une potentielle escalade du conflit qui pourrait résulter de telles actions. Du côté Russe la réponse du président Vladimir Poutine ne s'est pas fait attendre longtemps, il a mis en garde contre de "graves conséquences" si les pays occidentaux permettent à l'Ukraine d'utiliser leurs armes pour frapper des cibles en Russie. Cette mise en garde souligne les risques d'escalade et les tensions toujours persistantes entre la Russie et les pays de l'OTAN.

Pierre BONNEMAISON

MOYEN-ORIENT

LE PROCUREUR DE LA CPI A DEMANDÉ UN MANDAT D'ARRÊT CONTRE NETANYAHOU ET TROIS DIRIGEANTS DU HAMAS

Le lundi 21 mai, l'annonce du procureur de la Cour Pénale Internationale, Karim Khan, a suscité surprises et réactions au sein de la communauté internationale. En demandant un mandat d'arrêt du Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu, de son ministre de la Défense, Yoav Gallant, et de trois dirigeants du Hamas, la CPI a annoncé les premières lueurs d'un inévitable jugement. Les motifs des mandats s'accordent sur « *le fait d'affamer délibérément des civils* », par « *homicide intentionnel* » et avec une « *extermination et/ou meurtre* » en lien avec l'opération israélienne à Gaza. Tandis que les motifs du mandat d'arrêt envers les dirigeants du Hamas sont « *l'extermination* », « *le viol et d'autres formes de violence sexuelle* » et « *la prise d'otages en tant que crime de guerre* ».

L'objectif de la CPI à travers cette annonce est clair. Il est de revitaliser le droit international en prouvant l'utilité de l'institution pour juger les parties prenantes du conflit Israël-Hamas. Créée en 1998 par le traité de Rome, la CPI vise à juger les chefs d'États et dirigeants ayant commis des crimes de guerre, des crimes contre l'humanité et des crimes génocidaires. Cet objectif ambitieux a cependant des limites, comme le fait de ne pouvoir uniquement juger les pays signataires, au nombre de 124 à ce jour. De plus, la Cour ne possède pas de force de police pour faire respecter ses mandats d'arrêt. Son utilité est donc souvent remise en cause. Pour autant, l'annonce de Karim Khan est inédite puisque les dirigeants Israéliens sont les premiers alliés du "bloc occidental" visés par un mandat d'arrêt de la CPI. Cette annonce a suscité des polémiques, en premier lieu car certaines personnalités politiques accusent Karim Khan d'avoir fait un choix partisan en faveur de la cause palestinienne. Puis, du fait que certains pays comme le Royaume-Uni ne sont guère d'accord pour mettre au même plan les mandats d'arrêt de dirigeant d'un groupe terroriste islamiste (Hamas) et d'un pays démocratique (Israël).

Cette décision de la Cour de Justice Internationale pourrait ainsi accélérer les jugements des protagonistes du conflit et, dans un cadre politique plus ambitieux, redonner de la vigueur au droit international mis à mal par les nombreux crimes humanitaires commis, et leur difficile endiguement.



Alexis TOESCA

MOYEN-ORIENT

DÉCÈS DU PRÉSIDENT IRANIEN EBRAHIM RAÏSSI

Le 19 mai 2024, les médias d'Etat iraniens ont confirmé la mort du président de la République Islamique d'Iran dans un crash d'hélicoptère après une visite d'Etat en Azerbaïdjan. Lors de ce crash, le ministre des Affaires étrangères Houssein Amir Abdollahian a également perdu la vie. Le président Raïssi était au pouvoir depuis 2021. Considéré comme ultra-conservateur, il était un personnage important du régime islamique. Il était un fervent défenseur de la réhabilitation de la police des mœurs dans le pays, c'est cette police qui a été accusée en septembre 2022 d'être à l'origine de la mort de Mahsa Amini arrêté pour ne pas avoir correctement porté le voile. Le président Ebrahim Raïssi était également connu pour être un partisan de l'ordre, c'est lui qui a durement réprimé les manifestations qui sont survenues après la mort de Mahsa Amini et qui ont fait au moins 500 morts. Sa loyauté envers le Guide Suprême et la République Islamique en avait fait un candidat de choix pour succéder à l'ayatollah Ali Khamenei, actuel Guide Suprême et âgé de 83 ans. A l'annonce de sa mort, de nombreux chefs d'Etat ont réagi. Vladimir Poutine a par exemple salué « *un politicien remarquable et un véritable ami de la Russie* ».



L'Etat iranien a décrété 5 jours de deuil national et a annoncé la tenue de nouvelles élections le 28 juin prochain. Pour plusieurs observateurs cette nouvelle élection présidentielle ne fera que renforcer le virage autoritaire et conservateur qu'a entamé l'Iran depuis ces dernières années. Comme lors des élections législatives de mars, des appels au boycott des urnes devraient être observés ainsi qu'un fort taux d'abstention. En ce qui concerne l'opposition politique iranienne, il est probable que le régime continue de disqualifier certains candidats y compris ceux jugés modérés.



Amandine PRINTZ

MOYEN-ORIENT

L'OPÉRATION MILITAIRE ISRAËLIENNE À RAFAH, VUES ET PERSPECTIVES COMPLIQUÉES

Dimanche 27 mai, une frappe aérienne israélienne a touché un camp de déplacés dans le nord-ouest de la ville de Rafah, située dans le sud de la bande de Gaza. Selon le ministère de la Santé du Hamas, près de 45 décès étaient à noter au lendemain de l'explosion. Comme à l'accoutumée, deux principales versions des faits se font face. Israël parle de « *cibles légitimes* » amenant son tragique lot de dommages collatéraux, quand le peuple palestinien parle d'« *atroce massacre* ». Pour étayer son argumentaire, Israël, via les mots du porte-parole de son gouvernement, Avi Hyman, parle d'« *un incendie* » intervenu après l'attaque visant des « *terroristes* » cachés dans les sous-sols du camp. Le discours se jalonne aussi par le désir du gouvernement de « *limiter les pertes civiles* ». Cette frappe intervient dans un contexte géopolitique de pressions internationales accrues contre le gouvernement israélien, après la décision de la Cour Internationale de Justice ordonnant à l'Etat hébreu de suspendre ses opérations dans la région pour y laisser se développer une aide humanitaire d'envergure.



La reconnaissance d'un Etat palestinien demeure dans les têtes comme dans les discours un point nécessaire à la survie des populations réfugiées dans le Sud. Cette probable future reconnaissance unanime d'un Etat palestinien constituerait alors un acte tant juridique que politique. Alors que l'Espagne, la Norvège et l'Irlande ont officiellement reconnu l'Etat de Palestine, répondant aux aspirations palestiniennes de longue date, la communauté internationale et ses instances demeurent dans un flou complet face à une politique israélienne agressive et ferme sur ses positions idéologiques. De plus, la planète médiatique se crispe à la vue de cette opération à Rafah. Les réactions sur la toile se multiplient, amenant à de nombreuses manifestations et débordements pour la promotion de la liberté du peuple palestinien. En parallèle, le collectif radical israélien Tsav cible l'aide humanitaire vers Gaza en usant de multiples blocages visant l'enclave palestinienne tant que les otages israéliens retenus ne seront pas libérés. On peut constater l'entremêlement médiatique dans lequel nous nous enterrons entre décisions et discours politiques, réactions virulentes des populations occidentales, et conflit historico-religieux enlisé.

Louis PICOULEAU

AFRIQUE

"ESPIONNAGE ET RÉPRESSION : LE VISAGE CACHÉ DU RÉGIME RWANDAIS"

Une enquête approfondie menée par le collectif Forbidden Stories, regroupant 50 journalistes d'environ 17 médias différents, a mis en lumière les pratiques de répression sévère du régime rwandais de Paul Kagame, y compris à l'étranger. Cette investigation, lancée après la mort suspecte du journaliste rwandais John Williams Ntwali en janvier 2023, expose les outils de surveillance sophistiqués, utilisés par le gouvernement rwandais pour cibler dissidents et journalistes. Les journalistes ont découvert que des activistes, blogueurs, d'autres journalistes et opposants rwandais sont régulièrement menacés, emprisonnés ou tués dans des circonstances plus que suspectes. Parmi les méthodes de répression employées par le régime, l'utilisation du logiciel espion Pegasus est particulièrement frappante. Développé par la société israélienne NSO Group, ce logiciel permet de prendre le contrôle notamment des téléphones portables, d'accéder aux messages, mais aussi aux appels et même d'activer les microphones et les caméras à l'insu de leurs propriétaires. Des preuves montrent que les autorités rwandaises ont utilisé cet outil pour surveiller de près les activités de ceux qui osent critiquer le gouvernement. Ces pratiques de surveillance sont complétées par des arrestations arbitraires et des actes de violence physique, y compris des assassinats qui sont très souvent maquillés en accidents ou en suicides. En parallèle, l'enquête révèle que le Rwanda joue un double jeu sur la scène internationale. D'une part, le pays participe activement aux missions de maintien de la paix de l'ONU en Afrique, projetant par conséquent une image de stabilité et de coopération. D'autre part, il soutient les rebelles du M23 en République démocratique du Congo (RDC), contribuant à l'instabilité dans la région des Grands Lacs. Cette duplicité met en lumière les contradictions entre les engagements internationaux du Rwanda et ses actions compromettantes internes et régionales.



Malgré son image de modèle de développement économique et de stabilité post-génocide, le Rwanda de Paul Kagame reste un régime dit autoritaire. Les critiques et les opposants sont systématiquement réduits au silence, très souvent par la force et l'oppression. Cette situation soulève des questions cruciales pour la communauté internationale : comment reconnaître les succès économiques et les contributions positives du Rwanda tout en condamnant fermement ses violations des droits humains et ses manipulations géopolitiques ? La réponse à cette question est d'autant plus urgente que le pays continue de recevoir un soutien financier et politique significatif de la part de nombreux pays occidentaux, tel que le Danemark et les Pays Bas.

L'enquête de Forbidden Stories met une lumière crue sur les pratiques d'un régime qui, sous couvert de progrès et de modernisation, maintient malgré tout une emprise de fer sur la population et utilise des moyens technologiques avancés pour réprimer toute forme de dissidence. Les révélations de cette enquête appellent à une réévaluation des relations internationales avec le Rwanda, où les impératifs économiques ne devraient pas occulter la nécessité de défendre les droits fondamentaux et la démocratie.

Lisa BOS

BILAN DE L'OPÉRATION CHINOISE « JOINT SWORD 2024 A »

La Chine a clos, vendredi 24 mai, deux jours d'exercices militaires intenses autour de Taïwan, sur fond de séparatisme affirmé à Taipei par le président élu taïwanais Lai Ching-te. Membre du Parti démocrate progressiste de Taïwan, un parti indépendantiste, le nouveau président s'est attiré les foudres du pouvoir chinois après son discours d'inauguration pacifiste et autonomiste, jugé provocateur par Pékin. C'est au prétexte de ce discours que la Chine a lancé trois jours plus tard, jeudi 23 mai et vendredi 24 mai, une série d'exercice et de patrouilles intitulés « Joint Sword 2024 A », mobilisant toutes les composantes de l'armée chinoise autour de l'île de Taïwan, y compris sur sa façade maritime pacifique à l'opposé de la Chine continentale.



Ces exercices et démonstrations de force de l'armée populaire chinoise sont devenues monnaie courante dans le détroit de Taïwan. L'exercice Joint Sword 2024 A se distingue tout de même par quelques avancées symboliques côté chinois. À commencer par l'envoi de patrouilleurs des gardes-côtes chinois à l'Est de l'île, une première. Plusieurs dizaines d'aéronefs chinois ont également survolé le détroit, se rapprochant dangereusement de Taïwan, suffisant pour que l'aviation taïwanaise décolle à son tour. Les forces armées taïwanaises sont restées en alerte.

Comme à l'accoutumée, les exercices chinois consistent en une série de simulation de débarquement, de bombardements, de patrouille et d'embargo sur l'île, depuis le continent et dans le détroit. Certains spéculent que cet exercice n'est que le premier d'une série incluse en une même opération.

Baptiste POULARD

LES PHILIPPINES FACE À UN CHOIX STRATÉGIQUE POUR LA MODERNISATION DE LEUR FORCE AÉRIENNE

En 2019, le ministère philippin de la Défense a annoncé une étape cruciale dans son programme de modernisation militaire en évaluant deux chasseurs de combat avancés : le F-16 Block 70 Viper de Lockheed-Martin et le JAS-39 Gripen de Saab. Ce choix s'inscrit dans le cadre du programme MRF (Multi-Role Fighter), visant à renforcer la flotte aérienne avec au moins 12 nouveaux appareils. Depuis 2015, les Philippines disposent de 12 chasseurs légers F/A-50 Golden Eagle, acquis pour 400 millions de dollars auprès de Korea Aerospace Industries (KAI).

Malgré des liens historiques forts avec les États-Unis, la proposition de Washington s'est avérée difficilement réalisable. En 2021, l'agence américaine chargée des exportations d'équipements militaires (FMS) a recommandé au Congrès d'autoriser la vente de 12 F-16 Viper à Manille pour 2,4 milliards de dollars, sans inclure les munitions. Ce coût a été jugé trop élevé pour le budget philippin, contraignant la force aérienne à explorer des options plus abordables. Face à cette situation, le JAS-39 Gripen de Saab est rapidement devenu une alternative sérieuse. En juin 2023, un protocole d'accord signé entre les Philippines et la Suède, lors du Shangri-La Dialogue, a renforcé cette possibilité, suggérant qu'une commande officielle pourrait être imminente.



Parallèlement, le KF-21 Boramae de KAI a émergé comme un candidat potentiel. En 2022, un porte-parole de la force aérienne philippine a indiqué que ce nouvel appareil, bien que toujours en développement, ne pouvait être exclu du programme MRF. Conçu avec 65 % de composants sud-coréens, incluant un radar AESA et une suite de guerre électronique, le KF-21 promet des performances avancées. En janvier 2024, la DAPA (agence sud-coréenne de défense) a autorisé sa production, visant une capacité opérationnelle complète d'ici 2026. Lors de la Defence Service Asia Exhibition and Conference (DSA) à Kuala Lumpur, la DAPA a confirmé avoir discuté avec des responsables philippins de plusieurs sujets clés : le F/A-50 Golden Eagle, le KF-21 Boramae et l'acquisition potentielle de sous-marins. En outre, KAI a souligné une éventuelle coopération industrielle avec les Philippines, ajoutant une dimension stratégique aux négociations.

Charly HURIER

L'AUSTRALIE SOUTIENT LA CIJ AU SUJET DE RAFAH

Samedi, l'Australie a officiellement exprimé son soutien à la décision de la Cour internationale de Justice (CIJ), exigeant qu'Israël cesse immédiatement ses attaques contre la ville de Rafah, dans le sud de la bande de Gaza. Cette prise de position marque un tournant dans la diplomatie internationale concernant le conflit israélo-palestinien.

Le ministre australien du Climat et de l'Énergie, Chris Bowen, a déclaré sur ABC News que Rafah devait rester un refuge pour les civils fuyant les violences du nord de Gaza. « *Nous sommes très clairs dans notre position selon laquelle Rafah ne devrait pas être attaquée* », a-t-il affirmé, soulignant que toutes les parties, y compris Israël, doivent respecter les décisions contraignantes de la CIJ.

Vendredi, la CIJ a ordonné à Israël de stopper son offensive militaire à Rafah et de maintenir ouvert le passage frontalier pour permettre l'accès à l'aide humanitaire. Israël doit soumettre un rapport sur les mesures prises pour se conformer à cette ordonnance dans un délai d'un mois. Cette décision a été adoptée par 13 voix contre 2, suite à une plainte de l'Afrique du Sud accusant Israël de génocide dans la bande de Gaza.



Depuis le 7 octobre, la guerre à Gaza a fait plus de 116 000 morts et blessés parmi les Palestiniens, majoritairement des femmes et des enfants. La prise de contrôle du passage frontalier avec l'Égypte par Israël le 7 mai a aggravé la situation humanitaire en bloquant l'aide et les évacuations médicales.

Le soutien australien à la décision de la CIJ met en lumière la nécessité d'une action internationale concertée pour protéger les civils et garantir le respect des droits de l'homme dans ce conflit prolongé. En soutenant fermement les décisions de la CIJ, l'Australie appelle la communauté internationale à s'unir pour mettre fin aux hostilités et assurer un accès humanitaire sans entrave à Gaza. Cette démarche souligne l'importance de la coopération internationale et du respect des lois internationales pour restaurer la paix et la stabilité dans la région.

Charly HURIER

AMÉRIQUES

INONDATIONS AU BRÉSIL: L'US NAVY EN AIDE AU RIO GRANDE DO SUL

Face aux inondations au Brésil dues aux intenses pluies, les Etats-Unis ont proposé leur soutien pour aider les populations touchées. L'US Navy et la marine brésilienne ont donc commencé à se coordonner pour mener des opérations de ravitaillement et de sauvetage dans les régions touchées par les pluies. La marine brésilienne a notamment déployé son célèbre navire polyvalent (NAM) 'Atlântico' (A 140) le 11 mai dernier pour aider les victimes.



Equipé de 15 tonnes de dons, le navire américain USNS John Lenthall (T-AO-189) a quitté la semaine dernière le port de Rio de Janeiro à destination du Rio Grande do Sul.

Le navire fait partie de la Task Force commandée par le porte-avions George Washington et effectue actuellement des exercices avec des marines amies, dont la marine brésilienne, dans le cadre de l'opération South Seas 2024.

Les dons, collectés et stockés par la marine brésilienne, ont été transportés par le Centre d'Opérations Douanières et de Distribution (CDAM) de la Marine Nationale et comprennent de l'eau, des denrées alimentaires et du matériel d'hygiène et de nettoyage.

Le lundi 27 mai, dans la région du Rio Grande do Sul, la marine brésilienne a procédé au transfert des 15 tonnes de dons USNS John Lenthall (T-AO-189) vers le navire polyvalent (NAM) 'Atlântico' (A 140).

Le transfert d'aide s'est notamment traduit par des manœuvres VERTREP (Ravitaillement vertical) de l'USS George Washington au NAM Atlântico à l'aide d'hélicoptères de l'US Navy et de la marine brésilienne. Pour mener à bien l'opération, les deux navires se sont déplacés dans les eaux brésiliennes à environ 500 mètres l'un de l'autre afin de réduire le temps de transfert.

Une fois la manœuvre terminée, le NAM Atlântico s'amarrera à nouveau à Rio Grande do Sul pour décharger tout le matériel et l'envoyer à la défense civile. Il convient de mentionner que la marine brésilienne mène l'opération « Taquari 2 » depuis le 30 avril, qui a nécessité jusqu'à présent le déploiement de plus de 2 000 militaires, 11 hélicoptères, 9 navires, 73 embarcations et 215 véhicules pour venir en aide à la population du Rio Grande do Sul, ainsi que le transport de plus de 400 tonnes de dons.

Clément LE LANDAIS

AMÉRIQUES

ABINADER RÉÉLU EN RÉPUBLIQUE DOMINICAINE : UNE VICTOIRE SUR FOND DE CRISE HAÏTIENNE

Le président sortant de la République dominicaine, Luis Abinader, a été réélu dès le premier tour de la présidentielle du dimanche 19 mai, en obtenant 59,24% des voix. Abinader a revendiqué la victoire devant ses partisans : « *Le peuple s'est exprimé clairement (...). J'accepte la confiance que j'ai reçue et l'obligation de ne pas décevoir. Je ne vous décevrai pas* ».

Ses principaux rivaux, l'ancien président Leonel Fernandez et Abel Martinez, ont reconnu leur défaite, recueillant respectivement 26,9% et 10,6% des voix selon les résultats partiels du Conseil national électoral. Abinader, leader du Parti révolutionnaire moderne (PRM), a mené sa campagne en mettant en avant son bilan économique et sa politique stricte sur l'immigration en provenance d'Haïti.



Depuis son accession au pouvoir en 2020, il a intensifié les opérations anti-immigration et les expulsions, tout en construisant un mur le long de la frontière haïtienne. Ces mesures, en réponse à la crise humanitaire et politique en Haïti, lui ont valu un large soutien, avec environ 70% des Dominicains approuvant sa gestion.



L'opposition a dénoncé un « achat massif de votes » par le parti au pouvoir, affirmant disposer de preuves à l'appui. Manuel Crespo, un délégué de l'opposition, a déclaré avoir recueilli des vidéos et des photos confirmant ces allégations. Au cours du mandat d'Abinader, la République dominicaine a enregistré des résultats économiques positifs, avec une croissance élevée, une inflation maîtrisée et un faible taux de chômage.

Historiquement, la République dominicaine entretient des liens difficiles avec Haïti. Les deux pays ont des différends économiques. La République dominicaine doit faire face à l'afflux de migrants haïtiens, fuyant la crise humanitaire qui ravage leur pays. La situation a multiplié par dix les opérations de migration et Abinader en a fait un point central de sa campagne. Ce dernier a réitéré son appel à la communauté internationale pour une réponse plus proactive face à la crise en Haïti, où les gangs contrôlent 80 % de Port-au-Prince. Les tensions restent malgré tout vives entre les deux nations.

Blanche ARMINJON

AMÉRIQUES

VIOLENCES EN ÉQUATEUR : DÉCLARATION DE L'ÉTAT D'URGENCE DANS SEPT PROVINCES

L'Équateur a déclaré un état d'urgence de 60 jours dans 7 des 24 provinces du pays, en réponse à l'escalade de la violence perpétrée par des groupes de narcotrafiquants et d'organisations criminelles. Le président Daniel Noboa a annoncé cette mesure mercredi 23 mai, soulignant une augmentation inquiétante des violences systématiques dans ces régions.



Les provinces affectées sont Guayas, El Oro, Santa Elena, Manabi, Los Rios, Sucumbios, Orellana, ainsi que le canton de Camilo Ponce Enriquez dans la province d'Azuay. Le décret justifie cette décision par la montée des violences commises par des groupes organisés, des organisations terroristes, et d'autres acteurs non étatiques belligérants.

Cette nouvelle déclaration d'urgence fait suite aux événements violents de janvier, déclenchés par l'évasion d'un chef de gang d'une prison de haute sécurité, entraînant des émeutes, des attaques contre la presse, des explosions de voitures piégées et des prises d'otages. Noboa avait alors instauré un état d'urgence de 90 jours et déclaré un conflit armé interne, permettant aux forces armées de cibler environ 20 gangs criminels.

L'actuel état d'urgence marque le début de la "deuxième phase" de la guerre contre le narcotrafic et le crime organisé. Noboa a expliqué que les groupes criminels se sont retranchés dans les sept provinces où l'armée et la police ont désormais carte blanche pour agir. Les droits à l'inviolabilité du domicile et de la correspondance ont été suspendus pour permettre une action plus efficace des forces de sécurité.

Les massacres et homicides ont considérablement augmenté en Équateur ces dernières années, avec un taux d'homicides passant de 6 à 47 pour 100 000 habitants entre 2018 et 2023. Depuis 2021, plus de 460 détenus ont été tués en prison. Human Rights Watch (HRW) a dénoncé de graves violations des droits de l'homme par les forces de sécurité, incluant des exécutions extrajudiciaires, des arrestations arbitraires, et des mauvais traitements en prison. L'ONG a appelé le gouvernement à réviser sa stratégie de sécurité pour respecter les droits humains tout en protégeant les citoyens.

Victoire LE GALL

CYBERSECURITE

LE RÉSEAU COPYCOP ET LES OPÉRATIONS D'INFLUENCE RUSSE

En mars 2024, Insikt Group a révélé l'existence du réseau d'influence pro-russe CopyCop. S'inscrivant dans la tendance des opérations d'influence russe telles que Doppelgänger et Portal Kombat, ce nouveau réseau se distingue par ses publications prolifiques de fausses informations, souvent générées par intelligence artificielle à partir d'articles d'opposition, ainsi que par son infrastructure d'hébergement échappant aux réglementations occidentales.

Une massification de la production :

Le plus grand atout du réseau réside dans son usage généralisé des modèles de langages (LLM) qui lui permet une production rapide et massive d'articles visant à noyer l'opinion publique sous les fausses informations. Les fake-news étaient souvent des articles d'opposition plagiés puis retravaillés par des IA, l'étude ayant relevé de nombreuses occurrences où le prompt de déni du LLM énonçait les consignes qui lui avaient été données. Les IA semblent également employées pour la traduction des productions, étant donné les nombreuses ressemblances entre articles. En parallèle de ces productions, les acteurs de la menace interviennent aussi directement pour rédiger des productions plus ciblées qui sont amplifiées par les autres réseaux d'influence comme la "Foundation to Battle Injustice" financée par l'oligarque Y. Prigojine.

Une infrastructure résiliente

Afin de diffuser ses publications, le réseau a établi une nébuleuse de sites dont les noms de domaine imitent ceux d'anciens périodiques. Ces sites sont pour la plupart hébergés sur *Cloudflare*, une plateforme qui garantit l'anonymat des adresses IP. Toutefois, les mêmes certificats TLS ont été utilisés lors de la création des sites, créés par vagues successives. Les acteurs de la menace ont également employé une même instance de Matomo, une technologie open source de "web analytics" destinée à se substituer à google analytics. Enfin, les chercheurs ont déterminé que certains des serveurs étaient possédés par l'entreprise publique russe de téléphonie de Moscou.

Conclusion

En définitive, le réseau CopyCop se présente comme la synthèse des développements des tactiques, techniques et procédures des opérations d'influence. En tirant parti de l'automatisation des intelligences artificielles, les acteurs de la menace ont su massifier leur production de fausses informations en la couplant aux productions "faite main". L'infrastructure d'hébergement, habilement construite pour échapper aux réglementations occidentales, et l'utilisation de plateformes comme *Cloudflare* et *Matomo*, permettent de dissimuler efficacement les origines des sites et de surveiller leur impact.

Kerian HUERTAS

ARMEMENT

LA CROISSANCE DE L'ARMÉE POLONAISE

Le 20 février 2024 à Poznan, le gouvernement polonais a inauguré son centre de maintenance et de réparation des chars Abrams. Cet événement marque une étape importante dans la politique de réarmement et de modernisation de Varsovie, soulignant les défis logistiques associés aux récents achats d'équipements militaires.

L'installation complète l'académie de char voisine ouverte en août 2022 et permettra de renforcer les compétences de Wojskowe Zakłady Motoryzacyjne (WZM), l'entreprise de défense détenue par l'État polonais en charge de l'entretien du parc blindé. La construction de cette infrastructure démontre que le gouvernement polonais a su tirer leçon des difficultés liées à l'achat de véhicules occidentaux en 2004.



Ces difficultés avaient mis en lumière les défis de la maintenance des équipements étrangers, notamment en termes de pièces de rechange et de formation technique. En réponse, Varsovie a décidé de diversifier ses sources d'approvisionnement en blindés et de renforcer ses infrastructures locales de maintenance, comme le centre de Poznan, pour garantir une meilleure autonomie et réactivité opérationnelle. Cette stratégie proactive vise à réduire les dépendances et à renforcer la robustesse de ses forces armées en matière de soutien logistique et de maintenance des équipements lourds.

Focus sur la politique de réarmement polonaise :

À la suite de l'invasion de l'Ukraine, la Pologne a réagi avec un programme massif de réarmement, augmentant ses dépenses militaires de 2,4 % en 2023 à près de 4 % de son PIB aujourd'hui. Les premières commandes ont mis l'accent sur les forces blindées, essentielles en raison de la géographie très plate du pays. D'ici 2035, l'armée polonaise devrait disposer de 250 chars américains Abrams et de 1 000 chars K2 sud-coréens produits localement à partir de 2026. Les commandes effectuées totalisent 250 chars américains Abrams A2 et 1 000 chars K2 coréens produits sous licence, montrant une approche équilibrant qualité et quantité. Ces systèmes viendront compléter les 1 400 véhicules d'infanterie Borsuk (à condition que leur développement aboutisse) prévus également pour 2035. A noter que bien que les productions soient échelonnées sur une longue période, la commande de 180 chars K2 en livraison rapide prouve que le gouvernement polonais a saisi l'urgence de la situation. Enfin, ces forces terrestres seront complétées par un important dispositif antimissile, composé essentiellement de batteries Patriot, ainsi qu'une injection massive de fonds pour renforcer la production de munitions d'artillerie.

Conclusion

En définitive, la Pologne a fait preuve d'une capacité de prévision nuancée et, du moins en théorie, prometteuse de par sa vision globale. Bien qu'elle n'adopte pas une approche souveraine, Varsovie a pris le parti d'aborder le problème en se concentrant sur des systèmes éprouvés (Abrams) ou prometteurs et facile à produire (K2). Cette recherche de la masse est imposée par la disposition géographique et les nombreux axes d'approche que pourraient emprunter les troupes russes.

Kerian HUERTAS

SOURCES

• EUROPE

◦ **Les axes de développement en matière de défense en Europe**

- "La Pologne et la Grèce veulent un « bouclier » antiaérien en Europe", *Le Figaro*, 23/05/2024
- "Le ministre des Armées menace de révéler le nom des banques refusant de prêter à la défense", A. Drif, *Les Echos*, 22/05/2024
- "Face à la menace russe, l'Europe doit penser sa défense pour « elle-même », dit Macron.", *L'orient le Jour*, 27/05/2024
- "Armement : Sébastien Lecornu met un nouveau coup de pression aux industriels.", V. Guillermand, *Le Figaro*, 26/03/2024

◦ **Elections européennes**

- "Le visage de l'Europe se décide dans les urnes, son existence en Ukraine", Jean-Yves Le Drian et Andriy Yermak, *Le Figaro*, 30/05/2024
- "Attentat contre Fico : la classe politique slovaque en plein examen de conscience", Karl De Meyer, *Les Echos*, 16/05/2024
- "Les Européens ont basculé dans le stato-scepticisme", Dominique Reynié, *Le Figaro*, 28/05/2024

◦ **Missiles occidentaux en Ukraine : désaccords sur leur usage**

- "Emmanuel Macron prêt à autoriser l'Ukraine à frapper les sites militaires russes avec des missiles livrés par la France", Philippe Ricard, *Le Monde*, 29/05/2024
- "Kyiv can use British weapons inside Russia - Cameron", Paul Kirby, *BBC*, 03/05/2024
- "Colpi mirati In Russia, cresce la pressione degli alleati sugli USA", Giuseppe Sarcina, *Corriere della Sera*, 30/05/2024

• MOYEN-ORIENT

◦ **Le procureur de la CPI a demandé un mandat d'arrêt contre Netanyahu et trois dirigeants du Hamas**

- "La France apporte son soutien à la CPI dans sa demande de mandats d'arrêt contre Netanyahu et des dirigeants du Hamas", *Le Monde avec AFP*, 21/05/24 ;
- "Le procureur de la CPI demande des mandats d'arrêts contre Benjamin Netanyahu et Yahya Sinwar", *Courrier International*, 20/05/24 ;
- "Us pressure coul derail icc arest warrants for israeli leaders", *Mat Nashed, Courrier International*, 25/05/24.

◦ **Décès du président iranien Ebrahim Raïssi**

- "Après la mort du président iranien, un risque accru d'instabilité au Moyen-Orient", *Le Monde*, 21/05/24 ;
- "Ce que l'on sait de la mort du président iranien, Ebrahim Raïssi, dans le crash de son hélicoptère", *Le Monde*, 20/05/24 ;
- "Ebrahim Raïssi, un président iranien docile, fidèle au Guide suprême", *Ghazal Golshiri, Le Monde*, 20/05/24.

◦ **L'opération militaire israélienne à Rafah, vues et perspectives compliquées**

- "Reconnaissance de l'État palestinien : "Un acte juridique mais aussi un acte politique"", *France 24*, 29/05/24 ;
- "Offensive israélienne sur Rafah : la guerre à Gaza électrise l'Assemblée nationale", *France 24*, 29/05/24 ;
- "Gaza : ce que l'on sait de la frappe meurtrière israélienne sur un camp près de Rafah", *France 24*, 27/05/24.

SOURCES

- **AMÉRIQUES:**

- **Inondations au Brésil: l'US Navy vient en aide au Rio Grande do Sul**

- "Alongside Brazil's Navy NAM Atlântico, the USS George Washington aircraft carrier from the United States conducted humanitarian assistance tasks" Redaction, *Zona Militar*, 28/05/2024
- "La US Navy navega en ayuda de Río Grande do Sul", Javier Bonilla, *defensa*, 27/05/2024
- "Rio Grande do Sul recebe maior navio de guerra da América Latina", *Portal do Estado do Rio Grande do Sul*, 11/05/2024
- "Enchente no RS: Marinha do Brasil e US Navy realizam transferência de ajuda humanitária na costa do RS" Agência Marinha de Notícias, *Força aera*, 28/05/2024
- "L'US Navy enverra un navire avec des dons pour soutenir la population du Rio Grande do Sul", Gabriel Bénévides, *Aeroflap*, 24/05/2024

- **Abinader réélu en République dominicaine : une victoire sur fond de crise haïtienne**

- "En République dominicaine, le président sortant, Luis Abinader, réélu", *Le Monde* avec AFP, 20/05/2024
- "Elecciones dominicanas con Haití de fondo", *El Mundo*, Daniel Lozano, 19/05/2024

- **Violences en Équateur : Déclaration de l'État d'Urgence dans Sept Provinces**

- "Violences en Equateur : les autorités déclarent l'état d'urgence dans sept des vingt-quatre provinces", par Le Monde avec AFP, *Le Monde*, 23/05/2024
- "Violences en Equateur : les autorités déclarent l'état d'urgence dans sept des 24 provinces", la Rédaction avec AFP, *RTBF Actus*, 23/05/2024
- "L'Équateur déclare l'état d'urgence dans 7 des 24 provinces pour escalade de la violence", par l'AFP, *France 24*, 23/05/2024
- "L'Équateur déclare l'état d'urgence dans sept provinces", par Presse européenne, *Confidential Noticias*, 22/05/2024

- **ASIE**

- **Bilan de l'opération chinoise « Joint Sword 2024 A »**

- Le nouveau président taiwanais veut veiller "à ce que le monde soit libéré de la peur de la guerre", *Courrier International*, 20/05/24.
- Nouveau président à Taïwan : Pékin dénonce "mensonges" et "provocations", *Courrier International*, 22/05/24.
- La Chine encerclle Taïwan avec des manœuvres militaires, une « punition sévère pour les actes séparatistes » de l'île, *Le Monde*, 23/05/24.

- **Les Philippines Face à un Choix Stratégique pour la Modernisation de leur Force Aérienne**

- La Corée du Sud propose son avion de combat KF-21 « Boramae » aux Philippines, Laurent Lagneau, *OPEX 360*, 15/05/2024
- La Corée du Sud propose son avion de combat KF-21 "Boramae" aux Philippines, *Scoop.it*, 15/05/2024
- Feu vert pour la production en série du KF-21 Boramae coréen, *AeroBuzz*, 02/04/2024

- **L'Australie soutient la CIJ au sujet de Rafah**

- L'Australie soutient la décision de la CIJ concernant Rafah , *Anadolu Ajansi*, 25/05/2024
- Australie : le gouvernement pressé de soutenir le recours introduit par l'Afrique du Sud contre Israël devant la CIJ, *Anadolu Ajansi*, 10/01/2024
- Why International Court of Justice ruling is unlikely to stop Israel's Rafah invasion, *Australian Broacasting Corporation*, 24/05/2024

SOURCES

- **AFRIQUE**

- **"Espionnage et Répression : Le Visage Caché du Régime Rwandais"**

- **RFI:** "À la Une: «Rwanda Classified», l'enquête internationale sur le régime rwandais..." - 30/05/2024
- **FRANCE TV INFO:** "'Rwanda Classified' : comment le Rwanda s'est imposé comme un allié aussi incontournable qu'encombrant" - 29/05/2024
- **RADIO FRANCE:** "Rwanda Classified : Comment le Rwanda est devenu 'intouchable'" - 29/05/2024, par Frédéric Métézeau, Cellule investigation de Radio France, Forbidden Stories
- **LE MONDE:** "Au Rwanda, enquête sur les dérives du régime de Paul Kagame, l'autocrate qui fascine l'Occident" -28/05/2024

- **CYBERSECURITE**

- **Le réseau Copycop et les opérations d'influence russe**

- "Russia-Linked CopyCop Uses LLMs to Weaponize Influence Content at Scale" Recorde Future 09/05/2024

- **ARMEMENT**

- **La croissance de l'armée Polonaise**

- "Abrams Main Battle Tank Maintenance In Poznań. Regional Centre of Excellence at WZM." Defence24.com DAMIAN RATKA, 23/02/2024
- "Why Poland is Preparing for War to Prevent it " Task and Purpose 17/05/2024



SUIVEZ DEF'INSEEC SUR

